

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 12 décembre 2012

Rapport annuel sur l'état de la France en 2012

Déclaration du groupe de la CFTC

Le groupe de la CFTC partage ce constat du rapport : la situation de la France est grave avec un risque de croissance négative en 2013, dans un environnement défavorable du fait des politiques de lutte contre la dette souveraine de certains États. La nécessité de réduire de façon drastique et urgente le déficit public compromet les marges de manœuvre et d'intervention de l'État. En découlent bien évidemment les plaies de l'aggravation du chômage, de la pauvreté et de la précarité.

Une cause majeure de ces problèmes n'est pas nouvelle : le recul de la production manufacturière. « *L'industrie c'est le moteur de la croissance* » nous dit le rapport qui évoque « *un mauvais positionnement dans la gamme des produits exportables* ». Comment ne pas penser à nos débats sur l'industrie automobile ?

Le rapport ouvre des perspectives intéressantes lorsque, pour réindustrialiser, il préconise d'améliorer l'environnement des entreprises, en particulier en matière de financement, de valoriser le potentiel humain en améliorant la gouvernance des entreprises et le meilleur partage de la valeur ajoutée. Soulignons que la création de richesse passe d'abord par le travail. Pour rétablir notre compétitivité, loin du bouc émissaire des coûts salariaux, l'avis insiste sur la recherche et le développement et sur l'innovation, ce qui semble un point de vue partagé depuis longtemps. Mais cela ne se traduit pas vraiment dans les faits pour beaucoup d'entreprises. Si celles-ci ne veulent pas sortir du profit maximum à court terme, ne sommes-nous pas condamnés à le répéter sans cesse en pure perte, à chaque rapport ?

Il est indispensable de se doter d'une stratégie industrielle européenne. En effet, l'Union européenne se préoccupe essentiellement des règles de concurrence et de l'instauration d'une zone de libre-échange toujours plus libérale et sans contreparties de la part de pays protectionnistes qui ne respectent pas le minimum social et environnemental, concurrençant de façon mortelle et déloyale nos industries.

L'état moral de notre pays est fortement impacté par le phénomène du chômage chronique qui s'aggrave particulièrement chez les jeunes. Ceci s'accompagne d'un développement du temps partiel non choisi, d'une précarisation de l'emploi et de la pauvreté salariale. La CFTC rappelle ses préconisations sociales contenues dans le document sur « *le statut du travailleur* ».

Faut-il, une fois de plus, dire que l'emploi doit constituer une priorité politique absolue ?

S'ajoute à ce problème grave du chômage, une perte des repères, une cellule familiale fragilisée, alors qu'elle est le lieu premier des solidarités. Les spectres de la pauvreté et de l'insécurité minent l'espérance et fragilisent les institutions.

Ces précisions ayant été apportées, le groupe de la CFTC a voté le rapport.